

Juin 2006

LA LETTRE

de la

coopération décentralisée



Premières rencontres de la coopération décentralisée franco-brésilienne, Marseille, les 22, 23 et 24 mai 2006

Le Conseil Régional Provence-Alpes Côte d'Azur Cités Unies France et ont organisé à Marseille du 22 au 24 mai 2006 les premières rencontres de la coopération franco-brésilienne. Ces assises viennent confirmer l'actuel dynamisme et le potentiel des relations entre collectivités françaises et brésiliennes avec plus de 30 accords de coopération en vigueur.

L'objectif de ces assises était de faire un état des lieux de la coopération décentralisée franco-brésilienne, de définir la spécificité de cette coopération, d'approfondir le dialogue et de donner des nouvelles perspectives à la coopération décentralisée entre les deux pays.

Au terme de cette rencontre, remarquablement organisée par la région PACA et à laquelle plus de 350 participants français et brésiliens ont assisté, les rapporteurs et les présidents d'ateliers ont établi des constats et propositions afin de mieux identifier les enjeux de cette coopération et définir les méthodes à adopter pour la développer.

Les groupes ont ensuite confronté leurs conclusions afin de dégager des axes de réflexion généraux présentés lors de la séance plénière de clôture.

Les propositions finales visent à traiter quatre sujets : les Réseaux et la coordination entre les niveaux de pouvoir ; la Formation et la sensibilisation des acteurs aux thèmes de la coopération décentralisée ; la Structuration de la coopération au-delà des échéances électorales ; l'Association de la société civile et de la population aux décisions. Un fonds franco-brésilien de coopération a été proposée.

D'ores et déjà, la tenue d'une prochaine rencontre a été fixée pour septembre 2007, au Brésil, dans la ville de Belo Horizonte.

Charles Josselin
Président de Cités Unies France

Le mot du président	p.1	Sommaire	Jeunesse	p.11
DOM-TOM	p.2		Développement	p.12
Afrique	p.3-4-5		Brèves	p.13
Méditerranée	p.6-7		CGLU	p.14
PECO	p.8-9-10		Calendrier	p.15
USA	p.10		Journées coop-déc	p.16-17
Turquie	p.11		Publications	p.18
				1



Cités Unies France et les Départements d'Outre-Mer

Mission de Cités Unies France à la Martinique

Jean-Marc Deschamps, Maire de Brou-sur-Chantereine, Premier Vice-Président de la Communauté de communes Marne et Chantereine et membre du bureau de Cités Unies France a effectué une mission à la Martinique, le 26 avril 2006, afin de rencontrer les élus martiniquais engagés à l'international. Ils ont pu échanger sur les spécificités de la coopération décentralisée pour les collectivités d'Outre-mer. La ville de Schoelcher était présente représentée par son directeur général des services, Monsieur Claude Chalons, la ville de Fort-de-France, représentée par son premier Adjoint, Monsieur Louis Augustin et Madame Patricia Dersion, Adjointe chargée des Relations Internationales, ainsi que la ville de Sainte-Anne représentée par le Maire-adjoint, Monsieur Jean-Luc Ega. Les participants ont réfléchi ensemble à la possibilité de renouveler ces échanges et de réserver un espace de travail à CUF pour les DOM.

Carrefour du jumelage de la ville de la Possession

À l'occasion du carrefour du jumelage, organisé par la ville de la Possession (Réunion), qui réunissait trois de ses villes jumelles : Port-Louis (Iles Maurice), Antanifotsy (Madagascar), et Barakani (Ile autonome d'Anjouan, Comores), Eve Chevillard représentant Cités Unies France et la Ville de la Possession ont organisé une journée de formation sur le thème de la coopération décentralisée. Il s'agissait de donner un mode d'emploi de la coopération décentralisée en s'interrogeant sur les raisons d'un engagement à l'international, tout en donnant les pistes pour financer ces actions. L'ensemble des délégations des villes jumelles était présent, Madame la consul de Madagascar, Monsieur Roland Robert, Maire de la ville de la Possession ainsi que des élus de la communauté d'agglomération du Territoire de la Côte Ouest (TCO).

Ces deux missions marquent la volonté de Cités Unies France de reprendre une réflexion particulière sur la coopération décentralisée dans les Département d'Outre-mer. En effet, la loi 2000 donne la possibilité aux régions, sous certaines conditions, de conventionner directement avec les Etats souverains, ce qui n'est pas sans conséquence pour les autres collectivités. Le Conseil National de Cités Unies France, du 17 mai dernier, a donné mission à Jean-Marc Deschamps, déjà investi dans la coopération de la zone Caraïbe, pour mener une réflexion sur ces questions qui concernent aussi bien l'Océan Indien que les Caraïbes et le continent sud américain.



Europe-Afrique : quels enjeux pour le XXIème siècle ?

À l'occasion de la semaine de l'Europe (semaine du 8 mai 2006) et à la veille de la journée de commémoration de l'abolition de l'esclavage, le 10 mai, le Conseil général de Loire-Atlantique, en association avec la Maison de l'Europe et l'ONG Guinée 44, a organisé le mardi 9 mai une journée de rencontres-débats sur le thème « Europe-Afrique : quels enjeux pour le XXIe siècle ? ».

Cette journée, animée par Nicolas Wit, directeur adjoint de Cités Unies France, a permis à l'ensemble des participants, élus, membres d'associations, d'ONG, étudiants, de débattre sur la perception de l'Afrique par les Européens, et inversement. Après avoir rappelé le poids de l'histoire, à partir de courts-métrages et de contributions de personnes ressource, les intervenants ont souligné la persistance des clichés. Les relations entre Européens et Africains demeurent en effet régies en partie par ces perceptions stéréotypées, bien qu'il ne faille pas les limiter à cela. Les relations entre les deux continents sont anciennes et particulières. L'héritage de la colonisation, l'immigration, l'aide au développement, sont au cœur de cette relation étroite et singulière.

Cependant, l'élargissement de l'Union Européenne à l'Europe de l'Est apporte une nouvelle vision, vierge du passé colonial. Mais si cette ouverture contribue à avoir une vision européenne revisitée de l'Afrique, il faut bien voir que de nouvelles questions en matière de coopération vont se poser.

La place des associations de migrants a aussi été évoquée. Les migrants doivent être reconnus comme des acteurs de développement pour le pays d'origine et comme des acteurs d'enrichissement dans le pays d'accueil en affirmant leur présence citoyenne en France et en Europe. Les collectivités locales ont tout intérêt à travailler avec les associations de migrants, dans la perspective d'une coopération décentralisée enrichie car tournée vers le co-développement.

M. Mamadou Dramé, maire de Kindia (Guinée) a clôturé la journée en rappelant qu'il est nécessaire de « *mieux se connaître* », remplaçant ainsi la coopération dans un contexte « *de personne à personne* ». Il insiste sur le rôle fondamental des collectivités, à travers l'exemple réussi de l'engagement de longue date du département de la Loire-Atlantique en Guinée.

contact : Constance Koukoui (chargée de mission) c.koukoui@cites-unies-france.org

Assises de la coopération décentralisée à Madagascar

Premières de ce genre à Madagascar, les Assises qui se sont déroulées du 11 au 13 mai à Antananarivo, ont réuni des collectivités malgaches de chacune des 22 régions malgaches, ainsi que leurs chefs de régions respectifs, et une forte délégation française, composée de plus de 150 personnes, dont Messieurs Charles Josselin, Président de Cités Unies France et Jean-Louis Destans, président du groupe-pays Madagascar. En France, ces Assises avaient été préparées par un comité de pilotage, présidé par l'ARF, sur demande du MAE. Cela s'est traduit par une importante présence des régions françaises à Antananarivo. Par ailleurs, les chargés d'affaires, notamment d'Allemagne et de Suisse étaient présents.

Ces Assises ont permis d'aborder et de débattre en toute sérénité sur l'état de la décentralisation à Madagascar, les questions que se posent les communes et les régions dans la gestion de leur territoire, les apports de la coopération décentralisée dans ce contexte spécifique et les orientations que pose le ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du territoire pour le futur. Parmi ces orientations : la mise en place de Centres d'appuis aux communes ; la création d'un Fonds de développement local, capable de financer à la fois des investissements et du renforcement des capacités, au niveau communal et intercommunal.

Ces Assises ont été celles des collectivités elles-mêmes : les acteurs de la société civile n'ont pu être largement représenté et les thèmes abordés ont été d'ordre technique : fiscalité locale, intercommunalité, maîtrise d'ouvrage et développement économique. Il s'agissait avant tout de faire état des outils et des méthodes au service des collectivités territoriales malgaches.

A retenir parmi les orientations issues de ces Assises :

- la nécessité de développer la coopération dans le domaine de l'eau et de l'assainissement,
- l'appui institutionnel comme un axe central, mais non exclusif de la coopération décentralisée,
- l'appel de l'Union européenne à promouvoir la coopération décentralisée avec Madagascar, en incluant aussi des collectivités des nouveaux Etats membres de l'UE.

La prochaine réunion du groupe-pays Madagascar, co-organisée avec l'ARF, qui fera également le bilan des Assises et dressera des perspectives de travail, se tiendra le 30 juin 2006, a priori dans les locaux de Cités Unies France.

Contact : Astrid FREY a.frey@cites-unies-france.org.

Groupe pays Mauritanie

Président : Monsieur Michel Sapin, Président du Conseil Régional de l'Eure

Le 24 avril, se réunissait à Orléans, pour la première fois depuis les Rencontres de la coopération décentralisée franco-mauritanienne des 19 et 20 décembre 2005 à Nouakchott, le groupe pays Mauritanie.

Cette réunion de bilan partagé a été enrichie par la présence d'une forte délégation venue de Mauritanie, composée du président de l'Association des maires, M. Mohammed Sow Deïna et de deux de ses membres, M. Moussa Sow Demba, vice-président et M. Cheikhany Jules, chargé des relations extérieures ainsi que le Directeur général de la Direction générale des collectivités locales. SEM l'Ambassadeur de Mauritanie a également honoré les participants de sa présence le temps du déjeuner.

Les participants ont conclu à la nécessité d'améliorer le partage d'informations, de réunir un comité de suivi et de poursuivre la mise en réseau des acteurs : si le groupe pays Mauritanie est un espace réservé aux collectivités territoriales, les relations avec les autres acteurs du développement et notamment avec les migrants et les universités, méritent d'être approfondies. Ces conclusions générales ne reflètent que très imparfaitement la richesse des débats de ces Rencontres et les nombreuses questions soulevées, parmi lesquelles : la réponse à apporter aux nombreuses demandes de coopérations décentralisées mauritaniennes et la construction de partenariats fondés sur la réciprocité ?

Les Rencontres de Nouakchott feront l'objet d'actes bilingues, bientôt disponibles.

Contact : Astrid FREY a.frey@cites-unies-france.org

Co-développement et coopération décentralisée

Journées de la Coopération Décentralisée (JCD), 28-30 juin 2006, Saint-Louis du Sénégal

Le samedi 20 mai s'est tenue, dans nos locaux, la réunion plénière du groupe pays Sénégal présidé par Mme Janine Planer, en présence de MM. Boubacar Ba de l'Ambassade du Sénégal, Mamadou Dior Diaw, directeur sénégalais de la Coopération décentralisée, Antoine Joly du ministère des Affaires étrangères (DAECL), et Mme Géraldine Tardivel du Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) de Dakar.

A l'ordre du jour de cette réunion figurait notamment la présentation des « Journées de la Coopération Décentralisée ».

Les « Journées de la Coopération Décentralisée (JCD) » sont organisées chaque année, depuis 2003, par le Ministère sénégalais de la Coopération Internationale et de la Coopération Décentralisée, en partenariat avec l'Union des Associations des Elus Locaux du Sénégal (UAEL) et les collectivités locales de la région hôte de l'événement – cette année la Région de Saint-Louis. Le thème retenu pour cette quatrième édition s'intitule « Coopération décentralisée et lutte contre la pauvreté : quelles orientations pour des résultats efficaces ? ».

Les JCD, dont l'ambition est de rassembler les collectivités sénégalaises et leurs partenaires d'Afrique et d'ailleurs, se dérouleront sur trois jours, du 28 au 30 juin 2006 :

- la première journée sera consacrée aux discours officiels de lancement des travaux ainsi qu'à une séance plénière portant sur « La lutte contre la pauvreté : cadres de référence et échelons de prise en charge » ;
- la seconde journée verra se succéder deux séances plénières - « La coopération décentralisée : expériences, enseignements et bonnes pratiques » puis « La coopération décentralisée et des politiques publiques » ;
- la troisième journée sera consacrée à 3 ateliers : « Coopération décentralisée, promotion de la bonne gouvernance et renforcement des capacités des collectivités locales » ; « Coopération décentralisée et appui aux initiatives de développement local » ; « Coopération décentralisée, promotion de l'intercommunalité et renforcement de la synergie des interventions », puis à la restitution des recommandations et la clôture.

Pendant toute la durée des JCD se dressera une « Khaïma » ou tente maure, ayant pour but de favoriser les échanges entre les élus locaux du Nord et ceux du Sud.

A l'issue de la présentation les points suivants ont été soulignés :

Concernant la participation des associations nationales d'élus et des collectivités françaises :

Si les collectivités locales françaises sont vivement attendues à Saint-Louis, la présidente du groupe pays Sénégal, Mme Janine Planer et les participants à la réunion du 20 mai ont souligné la brièveté du délai de préparation nécessaire à une participation active des différents groupes d'acteurs (élus du sud et du nord, ministères concernés, société civile, acteurs techniques et financiers, migrants ?) .

La délégation de Cités Unies France sera conduite par Monsieur Charles Josselin et Madame Janine Planer, assistés de Madame Constance Koukoui. Le MAE, en la personne de Madame Girardin, Secrétaire d'Etat à la Coopération devrait aussi faire le déplacement.

L'Ambassade de France et ses services ainsi que l'Agence Française de Développement seront sollicités en vue une rencontre avec les délégués français présents.

Modalités pratiques

La partie sénégalaise s'est engagée à assurer le transfert des participants de Dakar vers Saint-Louis et leur hébergement à Saint Louis, sous réserve d'être informée de leur venue.

Il est à noter que les inscriptions se font directement auprès de la Direction nationale de la coopération décentralisée avec information à Cités Unies France en vue d'une bonne coordination.

Les collectivités françaises ne pouvant prendre en charge leurs billets d'avion pourront éventuellement bénéficier d'une aide financière de la part du SCAC de Dakar si elles se font connaître très rapidement auprès de Cités Unies France.

Concernant l'hébergement à Dakar, CUF a proposé que les délégués résident dans le même hôtel pour faciliter les changes.

Contacts : Janine Planer, présidente du groupe pays Sénégal

Constance Koukoui, c.koukoui@cites-unies-france.org Aur lie Hubert, poleafrique@cites-unies-france.org

**Mission du groupe-pays A gérie à A ger du 21 au 24 avri 2006**

Président du groupe-pays : M. Georges Morin, adjoint au maire de Gières

Une mission du groupe-pays Algérie a été organisée du 21 au 24 avril 2006 à Alger, conduite par Georges Morin. La délégation était composée de 14 élus et représentants de 8 collectivités locales (les villes de Belfort, Dijon, Saint-Denis ; communauté urbaine de Dunkerque ; les conseils généraux de Gironde, du Nord et de Seine-Saint-Denis et le conseil régional de Haute-Normandie) qui ont poursuivi la mission en se rendant dans leur collectivité ou future collectivité partenaire.

Cette mission devait initialement répondre à la « feuille de route » élaborée lors des deuxièmes Rencontres d'octobre 2004, par M. Brahim Djefal (cabinet du ministre chargé des collectivités locales) et M. Sieffer-Gaillardin (ancien ambassadeur de France à Alger) dans laquelle deux recommandations avaient été proposées : la première concerne la désignation au sein des collectivités locales algériennes de référents élus et techniciens pour suivre la coopération. Elle n'a toujours pas été mise en application. La seconde concerne l'organisation tous les cinq ans de Rencontres mais la période étant trop longue, il a été convenu que chaque année des responsables élus français et algériens se rencontrent au sein d'un comité mixte.

Malheureusement, en raison du contexte particulier auquel le ministère algérien de l'intérieur a dû faire face (le président algérien était hospitalisé à Paris et le ministre de l'intérieur était également absent pour des raisons de santé), le comité de suivi franco-algérien n'a pas pu se tenir ; néanmoins, le chef de cabinet du ministre chargé des collectivités locales, M. Brahim Djefal, a tenu à recevoir la délégation. Cette rencontre a permis de faire un état des lieux de la coopération décentralisée franco-algérienne et d'évoquer les difficultés rencontrées. M. Djefal a réaffirmé le soutien du ministère de l'intérieur à la coopération franco-algérienne tout en rappelant que cette coopération est encore en période d'apprentissage. Les difficultés ou les incertitudes rencontrées sont avant tout liées à un manque de formation des élus algériens à la coopération internationale. Il a également souligné la nécessité pour les collectivités françaises de suivre un protocole spécifique pour engager et/ou développer un partenariat.

La délégation a ensuite rencontré Monsieur l'Ambassadeur de France en Algérie, M. Hubert Colin de Verdière ainsi que les représentants du Service de Coopération et d'Action Culturelle et de l'Agence Française de Développement. Cette réunion a permis d'aborder la question de la réforme des co-financements à travers la déconcentration des crédits du MAE au niveau des SCAC. L'Algérie ne fera finalement pas partie de cette expérimentation, comme cela était prévu initialement, mais la décision n'est pas définitive. Par ailleurs, il a été rappelé aux collectivités françaises de prendre en compte la réalité algérienne, qui est de tradition jacobine, dans le cadre de leur coopération. Nous avons pu aborder avec l'Ambassadeur, la question des relations bilatérales France-Algérie, au regard de l'actualité (le Traité d'Amitié, la délivrance des visas...).

La délégation de Cités-Unies-France a également été reçue par le chef de la coopération de la délégation de l'Union européenne, M. João de Santana Correia. Cette rencontre a permis de mieux saisir les activités et les missions de la délégation de l'UE à Alger et de prendre connaissance des programmes en cours dans la région.

GROUPE-PAYS LIBAN

Président : M. Jean-Michel Daclin, Maire adjoint de Lyon

Charles JOSSELIN, Président de Cités Unies France, conduiront avec Jean-Michel DACLIN, Président du groupe-pays Liban et Maire adjoint de Lyon, une délégation d'élus français au Liban du 11 au 14 juin 2006.

Organisée en collaboration avec le Bureau Technique des villes libanaises (BTVL), cette mission permettra aux représentants des collectivités françaises de rencontrer les membres de l'Ambassade de France au Liban, la délégation de l'Union européenne, l'antenne de l'AFD à Beyrouth, le Ministère de l'Intérieur et des Municipalités ainsi que les responsables politiques libanais, afin de développer les liens de coopération décentralisée libano-français.

Pour plus d'informations, merci de contacter : Virginie Rouquette, v.rouquette@cites-unies-france.org ou Linda Naili, l.naili@cites-unies-france.org

Actualité du Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine

Président : M. Claude Nicolet, Conseiller communautaire, Communauté urbaine de Dunkerque

1^{er} juin Réunion avec la Commission Européenne, Bruxelles, le 1^{er} juin 2006

Conformément aux engagements pris lors de la dernière assemblée générale du RCDP, un rendez-vous a été fixé avec le cabinet de madame Ferrero Waldner, Commissaire européenne chargée des Relations Extérieures de l'Union Européenne. Participeront à cette rencontre, le Président de Cités Unies Belgique, le Président de l'ensemble des Fonds de coopération de collectivités locales espagnoles, le représentant des collectivités locales italiennes, Bertrand Gallet (Directeur général de Cités Unies France) et Claude Nicolet (Président du RCDP).

Ce rendez-vous a été pris au nom du réseau des Collectivités Européennes pour la paix au Proche-Orient (COEPPPO), le réseau européen et a été fixé le 1^{er} juin 2006.

Réunion au Parlement Européen à Bruxelles des collectivités locales européennes, le jeudi 22 juin 2006 de 14h à 17h

Cités Unies France et le RCDP organisent une réunion au **Parlement Européen, à Bruxelles, en présence de Madame la députée européenne Véronique de Keyser, le jeudi 22 juin 2006 de 14h à 17h.**

Cette réunion sera l'occasion pour le RCDP, Cités Unies France et les autres Réseaux nationaux de collectivités locales d'Europe membres du Réseau européen des collectivités locales pour la Paix au Proche-Orient (Italie, Espagne, Hollande, Belgique) d'évoquer les perspectives de la coopération décentralisée en direction de la Palestine, notamment après la victoire aux élections législatives et locales du parti Hamas et aux positions de l'Union Européenne.

Pour plus d'informations, merci de contacter : Simone Giovetti, med@cites-unies-france.org ou Linda Naili, l.naili@cites-unies-france.org



Conférence d'information sur la coopération avec la Croatie Le 16 juin 2006, à Paris

Président du groupe-pays Croatie : Mme Colette Huvenne-Van Hoye, conseillère régionale Nord Pas-de-Calais et adjointe au maire de Tourcoing

L'Union Européenne a ouvert les négociations d'adhésion de la Croatie en octobre 2005. Le gouvernement et les collectivités locales croates ont déjà depuis longtemps préparé cette échéance en adoptant d'importantes réformes économiques, sociales et administratives.

Aujourd'hui, il s'agit de mettre en œuvre ces réformes et de favoriser un développement local et régional conforme aux pratiques des pays membres de l'Union Européenne afin de pouvoir bénéficier pleinement des fonds structurels européens.

Si des premiers partenariats ont pu être noués grâce aux différentes manifestations communes, nous vous proposons **de rencontrer des représentants de plusieurs villes et comtés croates du groupe pays France** à l'occasion d'une **conférence d'information sur la Croatie** qui se tiendra le :

Vendredi 16 juin 2006 de 14h à 17h30
dans les locaux de Cités Unies France
9, rue Christiani, 75018 Paris

Cette conférence sera plus particulièrement consacrée à la situation économique et sociale de la Croatie, aux réformes administratives, aux enjeux de l'intégration européenne pour les collectivités locales et à l'expression des demandes de coopération des administrations locale et régionale. Il s'agira également de préparer le prochain séminaire de la coopération décentralisée franco-croate qui aura lieu en octobre 2006 à Dubrovnik.

Pour plus d'informations, merci de contacter : Andreas KORB, Chargé de mission au pôle PECO-Asie-USA de Cités Unies France : a.korb@cites-unies-france.org.

Groupe Pays Roumanie

Présidente du Groupe Pays: Mme Christiane Eckert, adjointe au maire de Mulhouse

La prochaine réunion du groupe pays Roumanie aura lieu le Jeudi 29 juin 2006, de 10h à 13h, dans les locaux de Cités Unies France.

Pour plus d'informations, merci de contacter : Karine L'Hostis : k.lhostis@cites-unies-france.org.

**Les 7^{ème} Ateliers de la coopération décentralisée franco-slovaque
« Comment définir et mettre en place des politiques de développement
local durable ? »**

Les 22 et 23 juin 2006, à Presov

Président du groupe pays : M. Bernard Verdier, Conseiller général Hautes-Pyrénées, maire de Castelnau-Magnoac

L'Ambassade de France, le VUC (Collectivité régionale) de Presov, Cités Unies France et l'Association France Slovaquie Développement organiseront à Presov, les 22 et 23 juin 2006, les 7^{ème} Ateliers de la coopération décentralisée franco-slovaques.

Cette rencontre sera consacrée aux politiques de développement local durable. Une séance plénière, intitulée « Le développement durable : du concept aux pratiques », présentera les enjeux pratiques de ces Ateliers et sera suivie de quatre ateliers thématiques simultanés :

- **Atelier 1 : Comment concevoir et mettre en œuvre une politique du développement touristique durable ?**
- **Atelier 2 : Comment favoriser un développement économique durable ?**
- **Atelier 3 : En quoi le développement social contribue-t-il au développement durable des territoires ? Quelles politiques en faveur de l'emploi ?**
- **Atelier 4 : Quels partenariats et quels financements pour le développement local ?**

Pour plus d'informations, merci de contacter: a.korb@cites-unies-france.org.

L'Europe locale au cœur du triangle de Weimar

Les 14 et 15 septembre 2006, à Cracovie

Présidente du groupe-pays : Mme Roselyne Lefrançois, adjointe au maire de Rennes

Il y a 15 ans, l'Allemagne, la France et la Pologne formaient le triangle de Weimar. Il s'agissait alors de favoriser l'intégration européenne de la Pologne. Cet anniversaire nous amène à dresser le bilan des pratiques de coopération trilatérales développées ces dernières années par les collectivités locales des trois pays.

Ainsi, **les premières Assises de la coopération franco-germano-polonaise** reviennent sur les relations nouées entre les collectivités des trois pays. Comment les programmes européens de coopération interrégionale les incitent à dépasser la logique des partenariats bilatéraux ? Quels en sont les avantages et les difficultés ? Quels en sont les résultats concrets ?

À partir de ce bilan, il s'agira de s'interroger sur les perspectives de la coopération tri- voire multilatérale dans une Europe en plein mouvement. Les contraintes budgétaires de la période de programmation 2007-2013, nous pousseront à innover dans le cadre de coopérations de ce type.

C'est la raison pour laquelle, les ambassades de France et d'Allemagne ainsi que les associations de pouvoirs locaux des trois pays ont souhaité faire des Assises un lieu de partage des expériences.

Contribuer à une meilleure circulation de l'information, donc à une meilleure préparation aux échéances à venir, saisir de nouvelles opportunités de coopérer, s'inscrire résolument dans le nouvel espace européen, tel est le sens de l'intitulé de ces prochaines assises triangulaires.

Pour plus d'informations, merci de contacter : Andreas KORB; a.korb@cites-unies-france.org.

Groupe Pays République Tchèque

Présidente du Groupe Pays: Mme Marie-Françoise Müller, vice présidente du CR Bourgogne

La dernière réunion du groupe pays a eu lieu le jeudi 1^{er} juin 2006, sur les thèmes « Culture et Jeunesse ». Le compte-rendu sera prochainement disponible sur le site Internet de Cités Unies France.

Colloque « Service d'intérêt général et développement local »

Ce colloque a eu lieu à Prague, les 21 et 22 avril 2006 : un compte-rendu est disponible sur le site Internet de Cités Unies France.

Pour plus d'informations, merci de contacter : Karine L'Hostis, k.lhostis@cites-unies-france.org

ETATS-UNIS



LA LETTRE *d'information*

Juin 2006

Prochaine réunion du groupe Pays Etats-Unis : Jeudi 14 juin 2006

Président du groupe-pays : Michel Thiollière, Sénateur maire de St Etienne

Le groupe-pays Etats-Unis se réunira le jeudi 14 juin 2006, de 14h à 17h, dans les locaux de Cités Unies France.

Cette réunion sera notamment consacrée aux sujets suivants :

La coopération avec l'association Sister Cities International (SCI) ; plusieurs pistes ont été identifiées : programme d'échange transatlantique sur les politiques vis-à-vis des populations " marginalisées " dans nos villes, coopération conjointe avec des villes des pays du Sud, ...).

L'organisation d'un colloque international consacré à la reconstruction de la ville Nouvelle-Orléans, prévu, en principe, en octobre 2006 et accueilli à l'université de Nouvelle-Orléans.

A ce colloque seront associées d'autres villes de Louisiane ainsi que leurs partenaires françaises. Ce colloque répond à une demande américaine et mobilise déjà un certain nombre d'organisations, américaines et françaises.

La coopération avec le réseau des Alliances françaises aux Etats-Unis.

Pour plus d'informations, merci de contacter : Karine L'Hostis, k.lhostis@cites-unies-france.org

TURQUIE



LA LETTRE *d'information*
Juin 2006

Compte-rendu de la réunion d'information sur la Turquie

Vous retrouverez prochainement le compte-rendu de la réunion d'information sur la Turquie qui s'est tenue le 26 avril 2006 dans les locaux de Cités Unies France, en présence de la première secrétaire de l'Ambassade de France en Turquie, madame Catherine Robinet et du Président de Cités Unies France, Monsieur Charles Josselin, sur le site Internet de Cités Unies France : www.cites-unies-france.org

Pour plus d'information, contacter : Andreas Korb a.korb@cites-unies-France.org

JEUNESSE



LA LETTRE *d'information*
Juin 2006

Journée de réflexion sur l'implication des jeunes dans les échanges avec l'Afrique, le 30 mai

Dans le cadre des activités du pôle jeunesse et du pôle Afrique de Cités Unies France, nous organisons une journée de réflexion sur l'implication des jeunes dans les échanges avec l'Afrique et les moyens de dynamiser ces échanges. L'objectif de cette journée est, d'une part, d'avoir un aperçu des pratiques des collectivités locales sur l'implication des jeunes dans leurs partenariats avec l'Afrique et d'autre part, de voir comment l'action menée par les associations d'éducation populaire est complémentaire de celles engagées par les collectivités. Cette journée, conçue comme une journée de débats et d'échanges, se déroulera le 30 mai, de 9h30 à 17h00 dans les locaux de CUF.

Fabiola Rivas, chargée de mission jeunesse (01 53 41 81 81 f.rivas@cites-unies-france.org)



Education au développement

Cités Unies France a été sollicitée dans le cadre de l'élaboration de la stratégie interministérielle sur l'éducation au développement, pour présenter une contribution propre au rôle des collectivités territoriales dans la sensibilisation de l'opinion publique aux questions de développement. Cette contribution a été élaborée conjointement avec le Haut Conseil de la Coopération Internationale (HCCI) et présentée lors d'une réunion le 11 avril, présidée par le directeur général de la DGCID, M. Philippe ETIENNE. Le HCCI est chargé de finaliser un document pour le prochain Comité interministériel pour la Coopération internationale et le Développement (CICID), initialement prévu pour la fin mai.

Par ailleurs, l'Union européenne souhaite définir une semaine de l'Education au développement située très opportunément pour la France, courant novembre. Elle pourrait ainsi donner plus de poids et de visibilité à la *Semaine de la Solidarité internationale* qui se tiendra, comme chaque année depuis 1997, la troisième semaine du mois de novembre.

A noter : Une journée d'échange entre collectivités territoriales et les collectifs locaux engagés dans la Semaine de la Solidarité internationale sera organisée pour la première fois, le samedi 10 juin, de 10h à 17h, dans les locaux de Cités Unies France. Il s'agira d'échanger sur la manière de porter conjointement des messages de solidarité internationale et d'EAD, mais aussi de réfléchir aux piste d'actions concrètes pour les citoyens se rendant aux animations de la Semaine.

Pour plus d'informations : contacter Astrid FREY a.frey@cites-unies-france.org

Co-développement et coopération décentralisée

Le 21 avril, Cités Unies France participait sur invitation d'un Centre d'étude politique italien (le CESPI) à une réunion d'échange entre collectivités italiennes visant à préparer une stratégie nationale italienne sur le co-développement, à Bologne, réunion accueillie au siège de la Région Emilia Romagna. Le Fonds Catalan et CUF avaient été invités pour proposer aux Italiens des « exemples venus d'ailleurs ».

Cette réunion a été particulièrement instructive pour CUF, qui, par ailleurs, tient le secrétariat du groupe de travail placé sous l'égide de l'Action extérieure des collectivités locales (AECL) et du Haut Conseil de la coopération internationale (HCCI), consacré à « migrants et coopération décentralisée » et dont l'objectif est de préparer un séminaire de capitalisation sur ce sujet pour la fin de l'année.

A noter qu'en Italie, les collectivités se positionnent aujourd'hui davantage comme des financeurs de projets de développement proposés par des migrants que dans une logique de recherche de complémentarité entre la stratégie de coopération internationale de la collectivité et la plus-value/ le rôle des actions menés par les migrants dans ce cadre. Le cadre législatif français laisse une grande marge d'action aux collectivités territoriales : les migrants sont parfois initiateurs, parfois « suiveurs » d'une relation de coopération décentralisée ; certaines actions se développent en parallèle ; parfois un volet « dialogue social » se greffe sur les actions de solidarité internationale au sud, alors que le migrant peut être à la fois facilitateur et acteur de la coopération. L'exemple de fonds de développement, mis en œuvre dans le cadre de l'Espagne, état fédéral, a également plu aux collectivités italiennes.

Enfin, l'origine des migrations n'est pas la même en France qu'en Italie, ou beaucoup de ressortissants sont originaires des Balkans, de l'Afrique de l'Est, et surtout du Sénégal et de l'Amérique latine (ex : Bolivie).

Contact : Astrid FREY a.frey@cites-unies-france.org



Haut Conseil de la Coopération Internationale (HCCI) Appel à candidature Prix de la coopération 2006

Pour la septième fois, le Haut Conseil de la Coopération Internationale organise les Prix de la coopération internationale, remis par le Premier ministre.

Deux prix annuels visent à distinguer des actions exemplaires de coopération internationale réalisées par des acteurs de la société civile française (associations, entreprises, syndicats) ou des collectivités locales et menées en partenariat avec des acteurs d'un autre pays (hors Etats membres de l'Union européenne). Un autre valorise des initiatives dans le domaine de la sensibilisation de l'opinion publique aux enjeux de la coopération internationale.

Vous pouvez retrouver les dossiers de candidature sur le site internet du HCCI : www.hcci.gouv.fr. Ils doivent être envoyés au plus tard le 30 septembre 2006 inclus.

Conférence « De l'esclavage à l'équité » Mercredi 10 mai 2006

L'île Saint Denis a organisé le 10 mai dernier une journée sur le thème de la Mémoire de l'Esclavage. Sous la Présidence de Messieurs Augustin SENGHOR, maire de Gorée (Afrique), Garcin MALSA, Maire de Sainte-Anne (Martinique) et Michel Bourgain, maire de l'Île Saint-Denis (France), cette journée a été l'occasion de fêter l'abolition de l'esclavage et la reconnaissance par la France le 10 mai 2001, de l'Esclavage et de la Traite Négrière, comme Crime contre l'Humanité. Cette manifestation a abouti à une déclaration conjointe des maires des trois îles pour une reconnaissance internationale de l'esclavage en tant que crime contre l'humanité.

Université d'été du CRID les 05 au 08 juillet 2006, à Lille

Dans son souci de jeter des passerelles entre collectivités territoriales et associations de solidarité internationale, CUF est partie prenante du Comité de pilotage de la *Semaine de solidarité internationale* depuis sa première édition. C'est aussi dans cet esprit que CUF s'est engagé l'année dernière dans la coalition française pour les Objectifs du Millénaire « 2005 : plus d'excuses ! ». Cette année, dans le cadre de l'université d'été du CRID, Cités Unies France a accepté de co-organiser, avec d'autres, un atelier réservé aux élus, le vendredi 07 juillet après-midi, qui abordera le thème suivant : « **Du local au mondial: quelle alliance stratégique entre pouvoirs locaux et société civile en matière de solidarité internationale ?** ». Cités Unies Belgique participera également à cet atelier en la personne d'Anne-Marie LIZIN.

Les élus qui s'inscriront à cet atelier pourront participer par ailleurs aux autres journées et activités proposées durant l'Université d'été.

Pour tout renseignement pratique, merci de vous adresser à Thierry ERAUD contact@formationcitoyennete.org / 01 43 79 09 23.

Contact à Cités Unies France : Astrid FREY a.frey@cites-unies-france.org.



Les adhérents de Cités et Unies France et de l'AFCCRE sont les membres français de Cités et Gouvernements Locaux Unis

Créée en mai 2004, " **Cités et Gouvernements locaux unis** " est issue de la fusion entre la Fédération Mondiale des Cités Unies (FMCU), International Union of Local Authorities (IULA) et Métropolis.

En regroupant maires et élus locaux, Cités et Gouvernements Locaux Unis est une véritable organisation mondiale de collectivités locales, dotée d'une structure démocratique. Cette organisation offre aux citoyens un moyen d'expression au niveau mondial par la voix de leurs élus locaux. Les villes, collectivités locales ou associations adhérentes de Cités et Gouvernements Locaux Unis sont, de plein droit, membres de son Assemblée générale.

Cités et Gouvernements Locaux Unis a son siège à Barcelone, Espagne, et vous pouvez prendre contact à l'adresse suivante :

Cités et Gouvernements Locaux Unis
Carrer Avinyo 15
08002 Barcelona
Espagne

Tel : + 34 93 34 28 750 Fax : + 34 93 34 28 760
Email : info@cities-localgovernments.org

Juin 2006

5 juin : Journée Mondiale de l'Environnement
12-14 juin° : 8^{ème} Symposium sur l'Environnement urbain et les autoroutes et 6^{ème} Conférence sur les Etudes européennes Régionales et Urbaines, Nicosia, Chypre
14-16 juin° : Conseil d'administration de Metropolis, Toronto, Canada
19-23 juin : Forum Urbain Mondial, Vancouver, Canada ; www.wuf3.ubc.ca

Juillet 2006

6-7 juillet° : Sommet du G8, Saint Pétersbourg, Russie
10-13 juillet : Forum Mondial des Droits de l'Homme, Nantes, France
www.forum-droitdelhomme.org
13-15 juillet° : Conférence Internationale de Sister Cities, Washington DC, USA
26 au 28 juillet° : Congrès de la FLACMA, Cali, Colombie

Août 2006

13-18 août : 16^{ème} Conférence Internationale sur le SIDA, Toronto, Canada ; www.aids2006.org

Septembre 2006

1^{er} septembre° : Réunion du Bureau Exécutif et des Comités de Pilotage de CGLU ASPAC et Ateliers annuel et sous-régional de recherche sur les gouvernements locaux de CGLU-ASPAC, Kathmandu, Nepal
12 septembre° : Ouverture de la 61^{ème} AG des Nations Unies, New York, USA
14 septembre° : Sommet Europe-Asie, Tempere, Finlande
14-16 septembre° : 4^{ème} Sommet des Maires du Monde, Istanbul, Turquie
14-17 septembre : Congrès de l'Association Internationale des Villes Educatrices, Lyon, France ; www.bnc.es/edcities
16-22 septembre° : Semaine européenne de la Mobilité
18-24 septembre : Sommet Africités 2006, Nairobi, Kenya
www.pdm-net.org/africites/fr/index.php
19-20 septembre° : Assemblée annuelle du FMI et de la Banque Mondiale, Singapour
30 septembre° : 14^{ème} Sommet des Pays non alignés, La Habana, Cuba

Octobre 2006

30-31 octobre : Conseil national de CGLU à Marrakech



Juin-Juillet-Août-Septembre 2006

Juin 2006

- ∇ 7 juin : Formation : « Achats éthiques » à CUF
- ∇ 8 juin : Formation : « Tourisme responsable » à CUF
- ∇ 9 juin : Réunion du groupe pays Burkina Faso, à CUF
- ∇ 12 juin : Réunion du comité de pilotage « Etude Jeunesse », à CUF
- ∇ 12 juin : Réunion programme concerté Bénin, à CUF
- ∇ 14 juin : Réunion groupe pays Etats-Unis, à CUF
- ∇ 16 juin : Conférence d'information sur la Croatie, à CUF
- ∇ 19 juin : Journée Microfinances, à CUF
- ∇ 20-21 juin : Séminaire sur la coopération décentralisée et le tourisme responsable, à Clermont-Ferrand
- ∇ 22 juin : Réunion du Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine (RCDP) au Parlement européen, à Bruxelles
- ∇ 22-23 juin : Ateliers de la coopération décentralisée franco-slovaque : « comment définir et mettre en place des politiques de développement durable », Presov, Slovaquie
- ∇ 22-23 juin : Formation « Théâtre Forum », à CUF
- ∇ 29 juin : Réunion groupe pays Roumanie, à CUF
- ∇ 30 juin : Réunion groupe pays Madagascar, à CUF, co-organisée avec l'ARF

Juillet 2006

- ∇ Réunion Africités
- ∇ Cellule Mali
- ∇ 5-8 juillet : Université d'été du CRID, à Lille
- ∇ 18-19 juillet : Journées de la Direction Générale de la Coopération Internationale et du Développement

Août 2006

- ∇ 7-20 août : fermeture de Cités Unies France

Septembre 2006

- ∇ 13-15 : Assises franco-germano-polonaises
- ∇ 18-24 septembre : Africités 2006
- ∇ 28-29 : Université d'automne de l'ARRICOD, à Perpignan

*Pour plus d'informations, merci de
prendre contact
avec les chargés de mission de Cités Unies
France.*



22 et 23 Juin 2006 : Le théâtre forum, méthode innovante pour impliquer les jeunes à l'international

Le théâtre forum est une méthode d'animation innovante basée sur le jeu de rôle qui permet de const avec les jeunes, des projets de coopération internationale.

Objectif^o : Former les responsables jeunesse et leurs équipes au théâtre forum, promouvoir la place des en tant qu'acteurs de leurs projets

Organisation d'une journée sur la Microfinance,

Lundi 19 juin 2006 de 9h30 à 17h00

Cit s Unies France, 9 rue Christiani, 75 018 Paris

Suite à de nombreuses demandes d'information et d'échange des collectivités françaises concernant la microfinance et le microcrédit, Cités Unies France organise une journée d'étude sur ce thème, en présence de **Maria Nowak**, Présidente de l'Association pour le Droit à l'Initiative Économique (ADIE).

Cette journée s'articulera en deux parties : la première sera consacrée aux concepts et enjeux de la microfinance et du microcrédit, avec pour illustration les pratiques des collectivités locales françaises. La seconde partie examinera le cadre juridique de l'engagement des collectivités en matière de microfinance, puis le cadre institutionnel en s'interrogeant sur les partenariats possibles avec le ministère français des Affaires étrangères, l'Agence française de Développement, les autres structures publiques ou privées impliquées.

Afin d'alimenter du mieux possible des pistes de réflexion et d'apporter des éléments de réponses aux interrogations que ce thème peut susciter, une fiche de recueil d'informations a été adressée avec l'invitation et le bulletin d'inscription aux collectivités françaises.

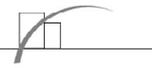
Contact : Gilles Ribouët (tel 01 53 41 81 81)

BULLETIN D'INSCRIPTION

à retourner à Cités Unies France - Fax : 01 53 41 81 41

Nom : Prénom
Fonction..... Collectivité ou Institution
Adresse.....
CP..... Ville.....
Tél./Fax° Email
 Collectivité adhérente Collectivité non-adhérente

Formation(s) souhaitée(s) :
 Je joins un chèque de euros à ce bulletin
 Je paye par virement administratif (joindre bon de commande de la collectivité)



Séminaire Tourisme responsable et coopération décentralisée Les 20 et 21 juin 2006, à Clermont-Ferrand

Cités Unies France et le Conseil Régional d'Auvergne, en partenariat avec la Délégation à l'Action Extérieure des Collectivités Locales, organisent les 20 et 21 juin 2006, au Conseil Régional d'Auvergne, Centre Delille, rue Urbain II, à Clermont Ferrand, un séminaire intitulé « Tourisme responsable et coopération décentralisée ».

Le tourisme responsable, qui regroupe différentes appellations d'un tourisme solidaire, facteur de développement durable, connaît actuellement un essor sans précédent. Les collectivités locales françaises accompagnent depuis plusieurs années cette dynamique, le plus souvent en complément de leurs actions principales de coopération décentralisée.

Cités Unies France a créé un groupe thématique consacré au tourisme responsable afin de compléter l'approche géographique des groupes pays, poursuivre la dynamique d'échanges d'informations et d'expériences entre les collectivités locales et développer la complémentarité et la transversalité des coopérations menées par les collectivités locales sur la thématique du tourisme.

Ce groupe fait suite au travail engagé par le chantier « Tourisme responsable et solidaire, coopération décentralisée et développement des territoires » initié par la Délégation à l'Action Extérieure des Collectivités Locales et qui s'est traduit par la publication un vade-mecum présenté lors de la deuxième édition du Forum International du Tourisme Solidaire organisé au Chiapas (Mexique) en mars dernier.

Cités Unies France et le Conseil Régional d'Auvergne ont ainsi le plaisir de vous convier à ce séminaire dédié au tourisme responsable en coopération.

Début du séminaire, le mardi 20 juin à 11h00 / Fin du séminaire, le mercredi 21 juin à 12h30

Pour plus de renseignements sur le programme et les modalités d'inscription, veuillez contacter Julien BUOT : tourisme.responsable@cites-unies-france.org

ATTENTION : CHANGEMENT DE LIEU°:

Le séminaire se déroule dans les locaux du Conseil Régional d'Auvergne à Clermont-Ferrand : Centre Delille, rue Urbain II, Clermont-Ferrand, et non sur le site de Vulcania comme prévu initialement.

AU PROGRAMME :

- Restitution du 2ème Forum International du Tourisme Solidaire - Chiapas (Mexique) - 23 au 27 mars 2006
- Présentation du vade-mecum de la Commission Nationale de la Coopération Décentralisée sur le tourisme solidaire et responsable
- Tourisme social et tourisme responsable, le voyage solidaire au programme des comités d'entreprises et des collectivités
- Témoignages des collectivités françaises engagées dans la coopération internationale en matière de tourisme

PRECISION : HORAIRES & HEBERGEMENTS

Afin de laisser aux participants la possibilité de rejoindre Clermont Ferrand le mardi 20 juin et de repartir le mercredi 21 juin, le séminaire débute à 11h00 le mardi 20 juin et s'achève à 12h30 le mercredi 21 juin.

La capacité hôtelière à Clermont-Ferrand étant limitée, des chambres d'hôtel sont pré-réservées dans certains hôtels de la ville.



Collection « groupe - pays » : 25 euros

- ∇ Dossier pays RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
- ∇ Dossier pays ROUMANIE (2005)
- ∇ Dossier pays HONGRIE (2005)
- ∇ Dossier pays POLOGNE (2004)
- ∇ Dossier pays SLOVAQUIE (à paraître)
- ∇ Dossier pays CHINE (2004)
- ∇ Dossier pays MAROC
- ∇ Dossier pays TUNISIE
- ∇ Dossier pays BRÉSIL

Collection « groupe - pays » : 40 euros (Nouvelle édition comprenant le Répertoire des partenariats)

- ∇ Dossier pays VIETNAM (2005)
- ∇ Dossier pays NICARAGUA (2006)
- ∇ Dossier pays JAPON (à paraître)
- ∇ Dossier pays CROATIE (à paraître)

Collection « réflexion » : 15 euros

- ∇ Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale, 2003
- ∇ Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabé, 2003
- ∇ Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne, 2002
- ∇ Les instruments juridiques de la coopération décentralisée (à paraître)
- ∇ Impact local de la coopération décentralisée sur les territoires



Ouvrages hors collection

- ∇ Actes des 2^{èmes} Rencontres franco-algériennes des maires et présidents de collectivités territoriales (2005) : 25 euros
- ∇ Coopération décentralisée pour le développement durable, guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D. (2005) : 15 euros

Répertoires des partenariats de coopération décentralisée : 12,50 euros

Répertoire des partenariats ...

- ∇ franco-tchèques
- ∇ franco-hongrois
- ∇ franco-algériens
- ∇ franco-marocains
- ∇ franco-américains
- ∇ franco-mauritaniens
- ∇ franco-roumains
- ∇ franco-chinois
- ∇ franco-palestiniens
- ∇ franco-tunisiens
- ∇ franco-bénois
- ∇ France - Amérique Latine et Caraïbes

BON DE COMMANDE à retourner à Cités Unies France Fax : 01 53 41 81 41

Nom : Prénom :
Fonction :
Collectivité ou Institution :
Adresse :
CP : Ville :
Tél./Fax :
Email :

- Je joins un chèque de euros à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)
- Je paye par virement administratif (joindre bon de commande de la collectivité)

L'envoi (en France) est compris dans le prix

Pour plus d'information, merci de contacter Katarina FOTIC : peco@cites-unies-france.org.

NB : Merci de préciser les ouvrages souhaités.

Télécharger le bon de commande : <http://www.cites-unies-france.org/html/cuf/cuf5.html>